

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 79
Présents : 64
Pouvoirs : 03

CONSEIL DE TERRITOIRE SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 2018 A 20H

Délibération CT2018/09/25-21 – Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux du lac SARI à Noisy-le-Grand

Rapporteur : Jacques MAHEAS, 11^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 19 septembre 2018

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-André, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Éric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelynne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Éric, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BENTAHAR Abdelkader, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale, DESHOGUES Monique (pouvoir à BOUVARD Jacques), FAUBERT Jacques, GAUTHIER Christine, GRANDIN Gaëtan, ITZKOVITCH Ivan (pouvoir à CAPILLON Claude), MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à DELORMEAU Christine), PRUDHOMME Gérard, THIBAUT Magalie.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : CALMEJANE Hélène

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP, telle que modifiée par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004,

CONSIDÉRANT que la commune de Noisy-le-Grand envisage de réaliser des travaux d'aménagement hydrauliques et paysagers sur l'emprise du lac SARI et en périphérie,

CONSIDÉRANT que les travaux d'aménagement hydrauliques entrent dans le cadre de la compétence assainissement de l'Etablissement public territorial, et que l'aménagement paysager des abords relève de la compétence de la Ville, et que dans un souci de cohérence et d'optimisation des coûts, il paraît souhaitable de désigner un maître d'ouvrage unique pour cette opération,

CONSIDÉRANT que la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP, offre la possibilité de mettre en place une telle maîtrise d'ouvrage unique,

CONSIDÉRANT la nécessité d'établir une convention entre l'Etablissement public territorial et la Ville de Noisy-le-Grand pour définir les modalités précises de l'exercice par la Ville de cette maîtrise d'ouvrage unique, et notamment les modalités de remboursement par l'EPT du coût des études et travaux d'assainissement,

VU le projet de convention,

Après en avoir délibéré,

- A l'unanimité

APPROUVE la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la Ville de Noisy-le-Grand, relative à la réalisation des études et travaux du lac SARI.

AUTORISE le Président à signer ladite convention et tout acte nécessaire à son exécution.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 25/09/2018.

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

04 OCT. 2018



Le Président,

Michel TEULET